

Dans notre région, après avoir dézingué : Maternités, Urgences, Services de Chirurgie et Spécialités dans les hôpitaux publics, les maisons de retraite, la psychiatrie, les structures pour enfants, ce gouvernement continue sur sa lancée :

- Suppression des hôpitaux de proximité pour des hôpitaux de gériatrie.
- Eloignement géographique des maternités entraîne une augmentation de la mortalité infantile.
- Les urgences seront encore plus saturées par le manque de professionnels (médecins, infirmiers...)
- La psychiatrie, méprisée par BUZYN, est toujours le parent pauvre de la santé : 1 an pour un rendez-vous, manque cruel de psychiatre, structures non adaptées pour les enfants et adolescents...
- Les maisons de retraite, autre du fait que les tarifs soient élevés, il reste un manque indéniable de personnels au service des résidents.

Et on en oublie encore ! cette liste n'est malheureusement pas exhaustive...

Quand tout sera privé, nous serons privés de tout !

La santé c'est lucratif et votre carte bleue remplacera votre carte VITALE !

USD Santé Action Sociale 02



VIABILITÉ HIVERNALE

De novembre à mars, la voirie départementale est en alerte pour permettre aux usagers de la route de circuler en toute sécurité quelles que soient les conditions météorologiques : c'est le plan de viabilité hivernale. 5 424 kms de routes départementales.

256 agents de 20 centres d'exploitation sont mobilisés. Chaque semaine et au rythme d'une semaine sur trois, 70 d'entre eux sont en astreinte hebdomadaire. La veille météo est assurée 7 jours sur 7 et 24h/24. En fonction des conditions météorologiques, 5 équipes de patrouille observent l'état des chaussées. Pour intervenir sur les 52 circuits le Département dispose de 49 camions sauteurs équipés d'une lame et 2 tracteurs équipés d'une étrave.

En dehors de cette période, ils effectuent les travaux de chaussée, de terrassement et de déblaiement indispensables à la bonne tenue du réseau routier. Ils interviennent notamment sur la pose ou la remise en état de la signalisation horizontale et verticale. Ils

s'occupent également des opérations de curage des fossés, d'élagage et de fauchage de la végétation. Les agents sont aussi impliqués en cas d'accident de la route ou de catastrophe naturelle. Habilités et formés à intervenir de manière rapide, ils sécurisent les lieux, favorisent l'écoulement du trafic en déviant la circulation

Le Conseil départemental de l'Aisne surveille avec attention l'état de santé d'environ 1 000 ponts (ouvrages d'art). **Une garantie de sécurité pour les usagers de la route.**

Nous voyons bien que plus les moyens budgétaires baisseront, et plus les routes seront laissées à l'abandon (surtout les petites). Avec tous les risques que cela comporte!!

Luttons pour un service public digne de ce nom!!

CGT CONSEIL DEPARTEMENTAL 02

Finances Publiques dans l'Aisne : un service public sacrifié

Les Finances Publiques dans l'Aisne aujourd'hui c'est : 600 emplois et un service public de proximité réparti sur 27 implantations géographiques.

Ce service public s'adresse à tous, particuliers, professionnels et collectivités locales.

C'est ce réseau que Macron et son gouvernement ont décidé de détruire. Avec une logique mortifère qui prévoit désormais que chacun devra traiter de ses problématiques fiscales, seul ou via l'outil numérique. De fait, cette interprétation du service public provoque une rupture majeure, car demain, faute de pouvoir accéder à nos services de nombreux ci-

toyens ne pourront plus faire valoir leurs droits. Autre rupture, la fracture numérique qui selon les statistiques officielles, exclue 1/5ème de la population (zones blanches, personnes âgées etc...).

Pour les collectivités locales, le plan macroniste dit « CAP 2022 » c'est la fin de l'accompagnement de l'État sur les questions budgétaires, dans le but avoué de voir cette mission être privatisée.

Enfin, le plan 2022 dans notre département c'est 100 à 200 emplois supprimés dans les Finances Publiques. Cette baisse massive des effectifs illustre le renoncement de l'État dans la bataille que nous devrions mener contre l'évasion fiscale.

Pas de justice Fiscale sans agents des Finances Publiques

CGT FINANCES PUBLIQUES 02

POUR UNE ECOLE DEMOCRATIQUE ET EMANCIPATRICE !

Les réformes du gouvernement construisent une école toujours plus sélective contraire aux intérêts de la population. Après les réformes des lycées et la sélection à l'université, la loi Blanquer dite « école de la confiance » franchit de nouvelles étapes :

L'article 1 de « l'école de la confiance » vise à faire taire les expressions critiques des personnels de l'école ! Cela se traduira par des menaces sur les collègues ;

L'article 6 de « l'école de la confiance » transforme les écoles et les collèges en Etablissements Publics des Savoirs Fondamentaux (EPSF) : les écoles vont perdre leurs autonomies en étant sous tutelle des principaux et des Conseils d'Administration des collèges. C'est la fin des directeurs d'école et des relations directes avec les familles ;

Un lycée tri-social et géographique, dès la fin du collège les élèves seront orientés vers des lycées très sélectifs. Leur destin professionnel sera déterminé par le choix des options en Lycée Général et Technologique ou par une orientation subie en lycée providé de toute ambition pour les élèves ! Le baccalauréat va être vidé de son sens national pour un bac local, **c'est une discrimination géographique entre les régions urbaines et rurales, entre les lycées avec beaucoup d'options et les autres.**

Réduction continue du nombre d'enseignants avec fermeture de classes rurales 40 dans l'Aisne et plan social de 1500 enseignants en gestion-administration en France

CGT Educ'action 02



Fonction publique : Grève unitaire et manifestations le 9 mai prochain

Les organisations syndicales Cfdt, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA de la Fonction publique affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général.

Depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, elles constatent que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population, néfaste pour les missions publiques et pour les agent-e-s. Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-e-s public-que-s, alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération, qu'il supprime des postes, engendrant une forte dégradation des conditions de travail, et veut affaiblir leurs droits et garanties.

Les personnels, avec leurs organisations syndicales, revendiquent l'augmentation de la valeur du point d'indice afin d'améliorer leur pouvoir d'achat, la suppression du jour de carence et rappellent leur opposition aux 120 000 nouvelles suppressions de postes annoncées.

A de multiples reprises, nos organisations se sont opposées à ces mesures et ont mis sur la table des propositions alternatives.

Poursuivant leur politique, toujours sans tenir grand compte des organisations syndicales représentatives, le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de *transformation de la fonction publique* dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour les agent-e-s et les citoyen-ne-s que pour l'avenir de la Fonction publique.

Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT, instance qui risque de diluer et amoindrir les actions dans des domaines essentiels de la sécurité, de la santé et de la vie au travail. C'est aussi le cas avec la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Avec le recours au recrutement accru à tous les niveaux de contractuel-le-s, la précarité sera encore aggravée particulièrement avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompu à tout moment. Par ailleurs, aucune amélioration substantielle des garanties collectives ni sécurisation des parcours professionnels n'est envisagée pour les contractuel-le-s pas plus qu'un encadrement plus strict des conditions de recrutement et de formation. De plus, c'est l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité de l'agent public qui sont menacées.

Après des communiqués unitaires, après des délais de consultations des instances supérieures de la Fonction publique peu respectueuses d'un dialogue social de qualité, après que toutes les organisations représentatives de la Fonction publique aient donné un avis défavorable au projet de loi dit de *transformation de la fonction publique*, les organisations syndicales Cfdt, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA réaffirment leur volonté de mettre en œuvre un processus de mobilisation inscrit dans la durée.

Pour dire non au projet de loi de *transformation de la fonction publique* et pour demander au gouvernement qu'il ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases, elles appellent d'ores et déjà toutes et tous les agent-e-s de la Fonction publique à se mettre en grève le jeudi 9 mai prochain, étape forte du processus de mobilisation.

Les Lilas le 12 avril 2019

Ensemble pour une fonction publique au service de toutes et tous
Journée d'action et de grève
JEUDI 9 mai 2019
Rassemblement et manifestation
LAON 10 H 00 LYCÉE PAUL CLAUDEL